

CLIMAT, PAIX, QUESTIONS SOCIALES

Une rentrée revendicative



Un fort mécontentement s'exprime en cette rentrée dans de nombreux secteurs. Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, montre combien les domaines relatifs à la culture de la paix tels que justice sociale et conditions de travail, environnement et paix se répondent mutuellement.

Planète Paix : Nous vivons une rentrée sociale mouvementée. Quelle analyse en faites-vous ?

Philippe Martinez : Cette rentrée confirme ce qui s'exprime depuis un moment. Des citoyens manifestent et clament leur colère. Un certain nombre de questions qui ont peu de liens apparents commencent à se fédérer. Je pense notamment aux questions sociales et climatiques où existe la volonté de discuter et de se rapprocher pour traiter ces questions de façon complémentaire et plus séparément. Cette rentrée sociale est intéressante.

P.P. : Un grand mécontentement s'exprime, y compris dans la Justice...

P.M. : Les magistrats, certes, ne sont pas souvent dans la rue. Mais ça arrive par exemple lors de la réforme de la Justice par rapport aux moyens insuffisants dans de nombreux tribunaux. Il y a aussi du mécontentement chez les personnels navigants, les pilotes, dans le secteur de la Santé, à l'Éducation nationale et, y compris, dans la Police. Tous portent des revendications qui, même si elles partent de réalités de terrain différentes, ont des finalités identiques, à savoir les retraites, le pouvoir d'achat, l'emploi, etc.

P.P. : Vous parlez de convergences. Il y a eu notamment celle entre le climat et la paix, ce 21 septembre, Journée internationale de la Paix.

P.M. : En cette rentrée, le climat, la Paix et le social se retrouvent. Les portes d'entrée sont différentes mais il s'agit du même thème général. Effectivement, on peut s'interroger et même plus sur le fait que les grandes puissances dépensent beaucoup d'argent pour faire la guerre. Parallèlement, la planète est en danger ce qui ne semble pas préoccuper, malgré leurs discours, les dirigeants de la planète. Pour la CGT, l'argent pour tuer est une dépense inutile ; utiliser l'argent pour protéger la planète est un investissement pour la vie. Il faut un véritable transfert de l'argent des armes vers la préservation de la planète.

P.P. : Les Gilets Jaunes battent à nouveau le pavé pour la Justice sociale. C'est aussi ce que réclament les autres manifestants...

P.M. : Ce besoin de justice sociale ne date pas de l'arrivée au pouvoir de M. Macron. Depuis plusieurs décennies, les inégalités s'accroissent : les citoyens les plus modestes doivent faire des économies. A contrario, les dividendes des actionnaires flambent et les exonérations de cotisations sociales aux grandes en-

treprises sont croissantes. Rien n'est réellement fait contre l'évasion et la fraude fiscales. Le surnom de M. Macron « président des ultra-riches » n'est pas usurpé.

P.P. : Les transports, avec les salariés de la RATP et de la SNCF, sont aussi dans l'action avec une opinion publique plutôt favorable.

P.M. : Les cheminots se battent pour un service public du ferroviaire qui favorise les transports collectifs avec la desserte de localités rurales, voire isolées ainsi que pour le transport ferroviaire des marchandises et l'avenir du fret SNCF avec, bien sûr, la question des emplois, des conditions de travail, de la sécurité. La question de l'environnement se pose aussi afin de limiter le nombre de camions sur les routes, les déplacements en voiture. Quand il existe une gare de proximité, on prend le train et pas sa voiture.

Les mobilisations dans les transports, à la SNCF comme à la RATP sont l'illustration d'un combat à la fois social et environnemental. Ce type de mouvement devrait être plus large et rassembler les citoyens attachés à leur service public, les travailleuses et travailleurs attachés à leur emploi et la jeunesse mobilisée pour la planète.

P.P. : Une nouvelle réforme voit le jour, celle de Pôle emploi et de l'Assédic qui va plonger dans une plus grande précarité les salariés privés d'emploi.

P.M. : C'est ce qu'a dénoncé la CGT lors de la pseudo-négociation sur cette réforme. Le seul objectif du gouvernement est d'économiser 4 milliards sur le dos des privés d'emploi, il est annoncé dans la lettre de cadrage du gouvernement. La négociation était pipée d'avance et ne peut pas être engagée quand un résultat est imposé. Les services de l'État, à travers l'Unedic, expliquent que 40 % des nouveaux « entrants » dans le chômage seront pénalisés au niveau de leurs indemnités et de la durée d'indemnisation. C'est une véritable chasse aux chômeurs et le moyen de faire des économies sur le dos de gens qui n'ont rien. Aujourd'hui déjà, un chômeur sur deux ne perçoit pas indemnité.

P.P. : D'une part, le gouvernement veut allonger le temps de travail et l'âge de départ à la retraite, alors que de nombreux seniors sont au chômage. D'autre part, plus on allonge le temps de travail des seniors, plus on retarde l'entrée des jeunes dans le monde du travail...

P.M. : C'est tout-à-fait contradictoire. La politique des grandes entreprises est de licencier le personnel



dès 55 ans en faisant assumer leur stratégie par la collectivité. En même temps, la réforme des retraites veut maintenir au travail des personnes qui pourraient partir à la retraite et donc libérer de l'emploi pour des jeunes qui en attendent un. C'est une stratégie qui tente de culpabiliser tous ceux et celles qui n'ont pas grand-chose, ce qui est déjà trop pour ce gouvernement.

P.P. : Est-ce là aussi une façon de diviser les catégories sociales ?

P.M. : M. Macron est un spécialiste de cette vieille devise « Diviser pour mieux régner ». Depuis son arrivée, il a opposé le privé au public, les retraités aux actifs, les chômeurs à ceux qui ont du travail, les cheminots soi-disant privilégiés aux autres catégories. Ceux qui ont des régimes particuliers liés à leurs conditions de travail deviennent des privilégiés... Avec M. Macron, celui qui a un peu est privilégié par rapport à celui qui n'a rien ! Pendant ce temps, il préserve ceux qui ont tout comme il l'a fait en supprimant l'impôt sur la fortune. C'est bien là le principe du capital : certains ramassent l'argent pendant que d'autres essaient de le gagner modestement grâce à leur force de travail. Aujourd'hui, le nombre de pauvres augmente. Beaucoup vivent avec moins de 1 200 euros. Plusieurs millions de personnes vivent en dessous ou à la limite du seuil de pauvreté. Évidemment, les riches ne peuvent pas s'imaginer ce que signifie vivre avec 1 200 ou 1 300 euros par mois avec lesquels il faut payer son loyer, ses déplacements, la nourriture, etc.

P.P. : Vous souhaitez que les citoyens réagissent. Des rendez-vous sont déjà pris...

P.M. : Effectivement, des mobilisations sont

en construction. Les dates ne sont pas toutes à-fait arrêtées. Il y a besoin que les citoyens qui manifestent chacun de leur côté pour des causes justes, puissent se retrouver ensemble autour des questions sociales et environnementales, et celles du désarmement aussi. Aujourd'hui, il est important de renforcer l'unité des citoyens quelles que soient leurs horizons, leurs organisations, leurs associations, leurs ONG et ce, afin de rendre plus puissant ce mouvement social.

P.P. : La manifestation du 24 septembre pour les salaires et les retraites a été une réussite mais peu de syndicats y étaient représentés.

P.M. : C'est la première journée de mobilisation interprofessionnelle de cette rentrée avec 150 000 personnes dans les rues auxquelles s'ajoutent celles et ceux engagés dans des grèves. C'est une réussite. Il reste à convaincre tous ceux qui n'étaient pas présents et qui doutent encore que des alternatives à la politique de M. Macron sont possibles. Des citoyens ont du mal à comprendre les enjeux. Le gouvernement essaie de diviser, déclare que ces réformes sont une affaire de techniciens et que tout le monde ne peut pas comprendre. Le rôle de la CGT dans cette période est de rencontrer les citoyens pour dialoguer avec eux.

P.P. : Le gouvernement instaure un climat de peur et d'insécurité. « L'autre » serait un ennemi...

P.M. : Le climat de répression, comme on l'a encore vu lors des Marches pour le Climat et la Paix, fait que beaucoup de citoyens hésitent à aller manifester. M. Macron tente aussi de déplacer le débat sur les questions sociales et environnementales vers celles de l'immigra-

tion. C'est une stratégie des gouvernements successifs pour diviser Français et immigrés afin de se déresponsabiliser par rapport aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. M. Macron propose un débat sur l'immigration qui est loin, pour les citoyens, d'être le sujet primordial actuellement.

P.P. : Alors, comment arriver à la Paix et à la Paix sociale ?

P.M. : Toutes les conquêtes sociales se sont faites sur la base d'un rapport de force. Il y a besoin de mobiliser et d'amplifier les mobilisations pour conquérir de nouveaux droits et faire en sorte que l'argent, notamment public, réponde aux besoins sociaux. La CGT y travaille d'arrache-pied en cette rentrée comme depuis de nombreuses années d'ailleurs. Elle a souvent alerté sur des problématiques en lien avec l'environnement et le réchauffement climatique. Aujourd'hui, elle doit être encore plus visible et présente pour faire une meilleure articulation entre les enjeux sociaux et les enjeux environnementaux. La CGT s'engage en faveur de l'environnement lors d'actions concrètes, notamment pour la mobilisation contre la suppression du train des primeurs Perpignan - Rungis qui augmenterait le trafic routier de 25 000 camions par an. Autres mobilisations : celles contre la privatisation d'Aéroport de Paris (ADP) qui pose des questions d'emploi, d'indépendance, d'aménagement du territoire et d'enjeux climatiques.

Propos recueillis par Évelyne Aymard

ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES ET DÉFENSE DU CLIMAT

L'exemple des chemins de fer



La loi LOM (Loi d'Orientation des Mobilités) entérine une politique de mise en concurrence du ferroviaire engagée depuis 2002. En douze ans, l'actuelle ministre des Transports, Elisabeth Borne, alors directrice de la stratégie à la SNCF, le fret ferroviaire a été divisé par 2,5 au profit du transport par poids lourds.

La SNCF a commencé par ne plus prendre en charge les wagons isolés pour constituer des rames, aujourd'hui on supprime le dernier train quotidien de transport de fruits et légumes de Perpignan à Rungis : c'est 25 000 camions supplémentaires à l'année sur les routes.

Désengagement de l'État du ferroviaire

Les conséquences sur les territoires sont néfastes : par exemple dans une ville de la Région Centre-Val-de-Loire, Saint-Florent-sur-Cher sur la Nationale 151, 1100 poids lourds traversent le centre-ville chaque jour.

Les gouvernements successifs se sont engagés dans le renforcement de métropoles comme Paris, Lyon, Lille,... pour les rendre concurrentielles au plan européen. La réalisation des TGV s'est effectuée au détriment des provinces dont les infrastructures ferroviaires ont été délaissées. L'État a laissé à la SNCF (et aux usagers) la charge des emprunts pour cet aménagement du territoire et aujourd'hui c'est l'ensemble du réseau ferroviaire qui, dégradé, répond fort mal aux besoins des usagers et des entreprises.

Pour décentraliser les niveaux de décision, répartir la charge financière et préparer la privatisation de lignes et de services, la SNCF s'est régionalisée : la plupart des Régions ont vu là le moyen de prendre des responsabilités, de l'importance et du pouvoir. Mais baisser les coûts de production du service public pour le rendre privatisable a des conséquences sur les usagers, les entreprises et les cheminots.

Se voulant moderne, l'État s'est mis dans la situation d'avant la nationalisation de 1936 où les entreprises privées de chemin de fer menaient chacune leur politique de développement !

Conséquences sur usagers et cheminots

Pour les cheminots d'abord : la baisse des effectifs se poursuit au détriment des services aux usagers : trains supprimés par manque de personnel ou par défaut de maintenance du matériel, guichets de gare fermés ou à horaires réduits, sous-traitance de l'entretien et du remplacement des voies aux conditions du prestataire. Rappelons que lorsque les cheminots entretenaient les voies, les suppressions de trains étaient exceptionnelles, les travaux étaient effectués de nuit (et rémunérés comme tel) ou interrompus pendant le passage des trains. Maintenant on supprime les trains pendant le Printemps de Bourges et pendant deux mois entre Bourges et Montluçon pour travaux sur les voies !

Il n'y aura plus d'embauche au statut SNCF à partir du 1^{er} janvier 2020, ce qui permettra de faire des rémunérations une variable d'ajustement dans le cadre des privatisations.

Pour les usagers il est déjà pénible de prendre le train à cause du manque de fiabilité des services. Mais les régions privilégient la prise de billets sur internet sans se soucier que 30 % de la population n'est pas connectée et qu'un pourcentage important maîtrise mal les applications, préférant ainsi le service au guichet. Dans plusieurs régions, les horaires ne sont disponibles que sur internet et lorsqu'ils sont affichés en gare, ils ne concernent que la région sans mention de la destination finale.

Chaque région a sa politique tarifaire mais malgré sa participation financière, le prix des voyages augmente et se complexifie s'il traverse plusieurs régions, et les correspondances ne sont pas forcément assurées.

Avec la décentralisation, l'attractivité des territoires devient un combat multiforme. Mais comment attirer des investissements dans un département ou une ville quand les conditions d'accès sont si difficiles ou aléatoires ?

La loi LOM devrait rendre central le développement du ferroviaire pour réduire la nuisance des transports routiers. Ce n'est pas l'objectif du gouvernement actuel mais c'est celui de multiples associations, collectifs et mouvements d'usagers, syndicats et partis pour la défense du climat et de l'attractivité des territoires.

André Barbillat